

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 2410

31 – HAUTE-GARONNE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE

Jugement d'ouverture

Date : 29 janvier 2026.

Jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde.

882 495 930 RCS Toulouse.

DOLCE & CABANE.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Activité : La mise à disposition d'un lieu d'hébergement (hôtels et hébergement similaire), généralement sur une base journalière ou hebdomadaire, pour un séjour de courte durée. L'offre comprend la fourniture d'un hébergement meublé dans des chambres ou des suites. Elle propose obligatoirement un service quotidien des lits et de nettoyage de la chambre. Cette offre peut comprendre également une gamme d'autres services tels que repas et boissons (sans vente de boissons alcoolisées), garage, blanchisserie, piscine et salle de culture physique, installations pour conférences et séminaires, l'achat et vente de véhicule pour la location de voitures sans chauffeur, restauration (sans vente de boissons alcoolisées), la location de vélo et vélos électriques, la location de trottinettes électriques..

Adresse : 425, chemin des Vignes, 31370 Bérat.

Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire Selarl Bdr & associates prise en la personne de Me Marc-Antoine Rey 265 Rue de la Découverte 31670 Labège, Administrateur Judiciaire : Selas Arva Administrateurs Judiciaires Associés prise en la personne de Me Alexandra Blanch 12 Rue Saint-Bernard 31000 toulouse. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.